

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
 GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 831^e
 SÉANCE**

Mercredi 7 novembre 1962,
 à 15 h 10

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 84 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Déclaration du Caire des pays en voie de développement (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun (suite)</i>	235
<i>Organisation des travaux de la Commission . . .</i>	237

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
 (Pologne).

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR

**Déclaration du Caire des pays en voie de développement
 (A/5162, A/C.2/L.650/Rev.2) [suite]**

**EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN
 (A/C.2/L.650/REV.2) [suite]**

1. M. HIREMATH (Inde), présentant la deuxième version révisée du projet de résolution commun (A/C.2/L.650/Rev.2), dit que les auteurs ont unanimement décidé de remplacer le paragraphe 2 du dispositif par le paragraphe proposé par le représentant de la Nouvelle-Zélande à la séance précédente. Ils l'ont fait dans un esprit de compréhension mutuelle et de coopération et M. Hiremath espère que le même esprit incitera les délégations que le texte précédent ne pouvait entièrement satisfaire à voter à l'unanimité pour cette deuxième révision.

2. M. DARJAATMAKA (Indonésie) dit que son pays voit avec satisfaction l'accueil fait à la Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162). Il est de bon augure qu'autant de nations soient arrivées à une entente sur autant de points au sujet du développement des pays sous-développés. Aux termes de cette déclaration, les pays en voie de développement ont accepté d'être les premiers responsables de leur développement. La Déclaration a lancé un appel pour une coopération économique internationale fondée sur les droits de l'homme et l'élimination des entraves aux échanges, elle a formulé les principes qui doivent régir une telle coopération et les pays participants y ont affirmé à nouveau leur foi dans l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument de paix et de prospérité. M. Darjaatmaka espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

3. M. TOURE (Mauritanie) dit qu'à la Conférence sur les problèmes de développement économique qui s'est tenue au Caire, les pays sous-développés ont fait un pas décisif vers l'indépendance économique et que l'adoption des principes qui y ont été énoncés leur permettra d'accéder à un nouveau stade de développement et de jouer un rôle plus important dans les relations économiques mondiales. La Décla-

ration du Caire jette les bases d'une charte des pays sous-développés. C'est dans cet esprit que M. Touré votera pour le projet de résolution.

4. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) dit que le nouveau texte du projet de résolution a dissipé les doutes éprouvés par la délégation des Etats-Unis au sujet des versions précédentes et il lui donne son appui total.

5. M. URTUBEY (Argentine) annonce que la délégation argentine votera pour la deuxième révision du projet de résolution et qu'elle retire les amendements oraux qu'elle avait présentés à la séance précédente.

6. M. AKADIRI (Nigéria) fait observer que la nouvelle version du paragraphe 2 n'est pas parfaite, mais qu'elle va dans la bonne direction. La délégation nigérienne pourra l'approuver.

7. U MAUNG MAUNG (Birmanie) préfère la première révision du projet de résolution, mais, dans un souci de coopération, il votera pour la nouvelle version proposée.

8. M. CARRILLO (Salvador) dit qu'il appuiera lui aussi la deuxième révision, bien que le paragraphe 2 ait été quelque peu affaibli.

9. M. CLEMENT (France) dit que la délégation française aura quelque difficulté à voter pour le nouveau texte, car le paragraphe 2 recommande à tous les Etats Membres de prendre en considération les principes de la Déclaration du Caire, alors qu'en fait la France n'a pas assisté à la Conférence du Caire et ne souscrit pas à tous les principes qui y ont été énoncés.

10. M. EL BANNA (République arabe unie) donne au représentant de la France l'assurance que le nouveau texte du paragraphe 2 n'implique aucunement que les Etats Membres s'associent intégralement à la Déclaration du Caire.

11. M. BUTTI (Irak) votera pour la deuxième révision du projet de résolution dans un esprit de compromis, bien qu'il préfère la première révision.

12. M. WOULBROUN (Belgique) partage le point de vue du représentant de la France. La délégation belge éprouverait beaucoup d'embarras si on lui demandait d'approuver sans réserve l'ensemble des principes énoncés dans la Déclaration du Caire. Il préférerait que le paragraphe 1 du dispositif commence par les mots "Prend note avec intérêt" ou bien "Reconnait l'importance des objectifs poursuivis par les auteurs de ...". De toute manière, M. Woulbroun espère que le vote sur le projet de résolution pourra être renvoyé au lendemain.

13. M. SIDIKOU (Niger) dit que tout le monde est d'accord sur le fond du projet de résolution, mais qu'il existe certaines divergences de vues quant à sa forme. Il ne comprend pas très bien les amende-

ments proposés par la Turquie à la séance précédente. Le projet de résolution a pour intention véritable de faire approuver la Déclaration du Caire non seulement par les pays qui y ont participé, mais également par tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. De toute manière, le Niger votera pour le nouveau texte révisé.

14. M. FARHADI (Afghanistan) a peine à comprendre pourquoi certaines délégations présentent encore des amendements. La Commission est saisie de ce projet de résolution depuis un certain temps et il faut le mettre aux voix par appel nominal.

15. M. SAHLOUL (Soudan) dit que son pays compte parmi les auteurs du nouveau texte et que sa délégation l'appuiera forcément; à son avis, ce texte constitue le meilleur moyen de garantir qu'il sera donné suite comme il se doit à la Déclaration du Caire.

16. M. CHAMMAS (Liban) considère, lui aussi, qu'il est difficile de comprendre les réserves exprimées par la délégation belge et la délégation française. Le paragraphe 2 du dispositif du texte révisé n'impose d'obligation à aucun pays. Les Etats Membres sont invités à prendre en considération la Déclaration du Caire et à la juger selon ses mérites. L'expression "Prend note avec satisfaction", elle non plus, n'implique pas nécessairement l'approbation de cette déclaration. M. Chammas pense, avec le représentant de l'Afghanistan, que le texte doit être mis aux voix immédiatement.

17. M. MALHOTRA (Népal) dit que le terme "Prend note avec satisfaction" n'implique aucunement une adhésion à la Déclaration; l'opposition des représentants de la Belgique et de la France est donc un peu déroutante. Le fait que les auteurs du projet de résolution aient accepté l'amendement néo-zélandais dans sa totalité témoigne clairement de leur désir de trouver une solution de compromis afin de réunir l'unanimité. En ce qui concerne l'amendement turc, il serait assez encombrant de mentionner dans le projet de résolution les noms de tous les Etats qui ont assisté à la Conférence du Caire.

18. M. TELL (Jordanie) pense, avec le représentant de l'Afghanistan et celui du Liban, que les réserves exprimées par les délégations belge et française sont injustifiées. On ne devrait pas non plus proposer des amendements au stade actuel, alors que les auteurs ont fait des efforts pour donner satisfaction à ceux qui avaient des objections contre les versions précédentes. Le nouveau texte doit être mis aux voix le plus tôt possible.

19. M. FRANZI (Italie) fait observer que le nouveau texte du projet de résolution (A/C.2/L.650/Rev.2) n'a pas été distribué avant la séance. Aux termes de l'article 121 du règlement intérieur, ce projet de résolution ne devrait pas faire l'objet d'une discussion ou d'un scrutin avant le lendemain. De toute manière, M. Franzi n'a pas encore reçu d'instructions de son gouvernement et demande qu'il soit procédé au vote à la séance suivante.

20. M. TEZEL (Turquie) précise que sa proposition était d'indiquer le nombre de participants à la Conférence du Caire. Il n'a suggéré d'énumérer les pays participants que comme une autre possibilité.

21. M. MUTOMBO (Congo [Léopoldville]) dit qu'il y a déjà presque une semaine que le projet de résolution est à l'étude et qu'il serait inacceptable d'ajourner

encore la décision, d'autant plus qu'il est improbable que les auteurs acceptent de le modifier une fois de plus pour y apporter les nouveaux changements demandés par les délégations française, belge et italienne. M. Mutombo est d'accord avec le représentant de l'Afghanistan pour demander que le vote ait lieu par appel nominal et de préférence à la séance en cours.

22. M. FARHADI (Afghanistan), à propos des observations du représentant de la France, dit que l'insistance de celui-ci sur le fait que son gouvernement n'était pas représenté à la Conférence du Caire n'est guère pertinente. La Conférence du Caire n'était pas une réunion des Nations Unies, mais, loin de se désintéresser de l'Organisation, elle a au contraire tenu le plus grand compte de son activité et de son rôle dans le développement mondial.

23. M. Farhadi ne peut être d'accord avec le représentant de la Belgique pour faire commencer le paragraphe 1 du dispositif par les mots "Prend note avec intérêt", étant donné que le projet de résolution a été rédigé en anglais, et que l'expression "Notes with appreciation" a toujours été traduite en français dans les résolutions des organes de l'ONU par l'expression "Prend note avec satisfaction".

24. La délégation afghane a plaisir à noter le ton conciliant du représentant de l'Italie pour demander l'ajournement du vote. Elle serait disposée à accepter son ajournement à la séance suivante à condition que la clôture du débat soit prononcée.

25. M. AYARI (Tunisie) fait observer que les modifications apportées au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution témoignent des efforts des auteurs pour obtenir l'unanimité. Il s'étonne que certaines délégations proposent de nouveaux amendements à un stade si avancé, et il leur demande de ne pas insister. Etant donné la très large approbation des principes de la Déclaration du Caire, il ne peut accepter que la discussion se prolonge. Toutefois il estime, avec le représentant de l'Afghanistan, qu'il convient d'accéder à la demande du représentant de l'Italie à condition de prononcer la clôture du débat.

26. M. FARHADI (Afghanistan), appuyé par M. AYARI (Tunisie), demande formellement la clôture du débat sur le projet de résolution (A/C.2/L.650/Rev.2).

27. M. SIDIKOU (Niger), et M. TEZEL (Turquie) s'opposent à la clôture du débat, parce qu'ils ne voient pas de raison de renoncer à trouver un texte que tous les membres puissent accepter. A leur avis, la demande de vote par appel nominal ne saurait guère être considérée comme un geste de conciliation et paraît peu conforme au désir d'unanimité exprimé par les auteurs.

Par 59 voix contre 10, avec 23 abstentions, la motion de clôture du débat est adoptée.

28. M. AYARI (Tunisie) dit que, en demandant la clôture du débat et en votant dans ce sens, sa délégation n'a nullement voulu exercer de pression sur les autres délégations. Son but a toujours été de concilier les points de vue chaque fois que la chose était possible.

29. M. FRANZI (Italie) dit que sa délégation a voté contre la motion de clôture parce qu'elle estime que la discussion et l'examen de nouveaux amendements au projet de résolution auraient été possibles conformément à la troisième phrase de l'article 121

du règlement intérieur. La Déclaration du Caire est considérée par certaines délégations comme un document historique, et la Commission aurait bien pu prolonger tant soit peu l'étude d'un projet de résolution s'y rapportant.

30. M. CHAMMAS (Liban) dit que sa délégation a voté pour la clôture, étant entendu que la Commission mettra le projet de résolution aux voix à la séance suivante. Ce délai semble ne pas laisser suffisamment de temps pour la consultation que le représentant de l'Italie a demandée. Il rappelle au représentant de l'Italie qu'aux termes de la dernière phrase de l'article 121 c'est au Président qu'il appartient de décider.

31. M. TOURE (Mauritanie) dit que sa délégation a voté contre la motion de clôture parce qu'elle ne voit pas la nécessité pour la Commission de prendre une décision hâtive, alors que l'unanimité lui paraissait réalisable.

32. M. EL BANNA (République arabe unie) précise qu'il a voté pour la motion parce que les auteurs du projet de résolution estiment que toutes les opinions ont été exprimées à son sujet et qu'ils sont allés très loin dans leurs efforts pour arriver à un texte que toutes les délégations puissent accepter. De l'avis des auteurs, les nouveaux changements demandés au cours de la séance ne pouvaient guère être apportés au texte. C'est pourquoi ils ont estimé que le moment était venu pour la Commission de passer au vote. Ils acceptent cependant que celui-ci soit reporté à la séance suivante.

33. Le PRÉSIDENT propose que la Commission vote sur le projet de résolution (A/C.2/L.650/Rev.2) à sa séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

Organisation des travaux de la Commission

34. Le PRÉSIDENT propose que la Commission examine les projets de résolutions relatifs au premier groupe de questions qui ont fait l'objet d'une discussion générale, autres que ceux portant sur les points 36 et 84 de l'ordre du jour, suivant l'ordre dans lequel ils ont été déposés.

35. Mme WRIGHT (Danemark), appuyée par M. FIN-GER (Etats-Unis d'Amérique), estime qu'il y aurait avantage à s'écarter de l'ordre proposé par le Président chaque fois qu'il y a plusieurs projets de résolution traitant des mêmes sujets ou de sujets connexes. La Commission devrait examiner ces projets simultanément.

36. M. FARHADI (Afghanistan) partage ce point de vue. Il estime toutefois que le projet de résolution relatif au point 39 de l'ordre du jour (Souveraineté permanente sur les ressources naturelles) mérite la priorité puisqu'il avait été déposé lors de la seizième session de l'Assemblée générale et renvoyé à la session suivante. Il conviendrait de fixer une date limite pour le dépôt d'amendements à ce projet de résolution.

37. M. Mamadou TRAORE (Mali) estime que l'examen des projets de résolution devrait être rapproché des questions de l'ordre du jour auxquelles ces projets se rapportent. L'approbation des projets de résolutions résulte normalement de consultations entre les délégations, et entre les auteurs des projets et ceux des amendements. La délégation du Mali préférerait que le Président fixe et annonce un jour à l'avance, d'après les renseignements qu'il aura concernant les progrès de ces consultations, la date à laquelle la Commission examinera chaque projet de résolution.

38. Après une discussion de procédure à laquelle prennent part M. Mamadou TRAORE (Mali), M. FIN-GER (Etats-Unis d'Amérique), M. FARHADI (Afghanistan), M. AYARI (Tunisie), M. PATIÑO (Colombie) et M. AMADOR (Mexique), le PRÉSIDENT propose que la Commission discute les projets de résolutions dans l'ordre dans lequel ils auront été soumis, étant entendu que les projets connexes seront discutés ensemble chaque fois que ce sera nécessaire. La Commission sera informée au moins un jour à l'avance des projets de résolution qui doivent venir en discussion.

Il en est ainsi décidé.

39. Le PRÉSIDENT dit qu'il a fait sur l'organisation des travaux futurs un certain nombre de suggestions qui seront distribuées dans le document A/C.2/L.667.

La séance est levée à 17 h 40.